

ACCUEIL > ÉCONOMIE > CYBER > Réservé aux abonnés

Pourquoi la saga OpenAI aboutit au triomphe des partisans d'une accélération de l'Intelligence artificielle

Le retour de Sam Altman à la tête d'OpenAI est une victoire personnelle, mais surtout une validation de sa volonté de lancer très vite des produits en faisant peu de cas de leur sécurité. Ce dénouement aura des conséquences majeures sur le développement de l'IA



Sam Altman au Moscone Center de San Francisco, 16 novembre 2023. — © JUSTIN SULLIVAN / Getty Images via AFP



Anouch Seydtaghia

Publié le 22 novembre 2023 à 21:05. / Modifié le 23 novembre 2023 à 06:47.

Rideau. Sam Altman est de retour dans sa maison, cinq jours après en avoir été expulsé. Fin de l'histoire? Au contraire. Ce feuilleton, qui a tenu en haleine le monde de la tech, aura des conséquences majeures au niveau mondial. Le directeur d'OpenAI - éditeur notamment de ChatGPT et de Dall-E pour les images - n'est pas seulement de nouveau en place, ses pouvoirs seront désormais décuplés. Et sa victoire est celle des partisans du lancement rapide de services basés sur l'intelligence artificielle (IA), privilégiant l'aspect commercial aux considérations sur la sécurité. Les péripéties de Sam Altman n'ont donc absolument rien d'anodin.

Mais d'abord, un mini-résumé de l'affaire. Vendredi, le conseil d'administration d'OpenAI licencie Sam Altman, accusé de n'avoir «pas toujours été franc dans ses communications avec le conseil». Immédiatement, le président du conseil, Greg Brockman, démissionne, accompagné de trois ingénieurs de haut vol. Quarante-huit heures plus tard, Emmett Shear, l'ancien patron de Twitch, est nommé directeur d'OpenAI, alors que Sam Altman et Greg Brockman sont embauchés par Microsoft, qui détient 49% d'OpenAI. En parallèle, près de 700 des 770 employés de la start-up signent une lettre appelant à la démission du conseil et au retour des deux responsables. Mardi soir en Californie - mercredi matin en Suisse -, Sam Altman **trionphe**: il récupère son poste de directeur et obtiendra peut-être un siège au sein du futur conseil. D'ici là, trois nouvelles personnes rejoignent ce dernier: Bret Taylor (président), Larry Summers et Adam D'Angelo. Tasha McCauley et Helen Toner quittent le conseil, alors que le sort de Ilya Sutskever n'est pas clair.

A ce propos: [Les rumeurs les plus folles entourent le départ choc de Sam Altman d'OpenAI](#)

■ Quelles seront les conséquences pour OpenAI?

Immenses. Les partisans de lancements de services de manière agressive ont gagné face à ceux appelant à davantage de prudence, estime Sabine Süssstrunk, directrice du Laboratoire d'images et représentation visuelle de la Faculté informatique et communications de l'EPFL. «Ceux qui ont été évincés du conseil d'administration sont deux défenseurs très actifs et compétents d'une IA responsable et de la régulation. Ils seront remplacés par Bret Taylor, un des premiers dirigeants de Facebook et ancien codirecteur de Salesforce, et Lawrence Summers, un ancien secrétaire au Trésor des Etats-Unis. Des personnalités issues du monde des affaires et de la finance, que je n'ai jamais entendues dire quoi que ce soit au sujet de l'IA responsable. Il est intéressant de noter que deux femmes sont parties, remplacées par deux hommes...»

Le plus grand gagnant est Sam Altman, poursuit la professeure, dont le pouvoir sera renforcé. «OpenAI a publié des outils d'IA très puissants et en développera encore plus. Jusqu'à présent, rien qui puisse être qualifié d'IA responsable n'a été lancé... Cela dit, les outils d'OpenAI peuvent, bien sûr, être utilisés de manière responsable, et toutes les applications ne sont pas mauvaises.»

De son côté, Florian Jaton, chercheur au Graduate Institute et auteur du livre *The Constitution of Algorithms*, note que les tensions sur la stratégie d'OpenAI ne sont pas nouvelles, rappelant le départ du conseil d'administration d'Elon Musk en 2018. «On devine que le conseil reproche à Sam Altman une forme de légèreté vis-à-vis des questions de sécurité, entendue au sens large d'impact social. Plus récemment, une dispute semble également avoir éclaté entre Sam Altman et Helen Toner, directrice de la stratégie au Centre pour la sécurité et les technologies émergentes de l'Université de Georgetown, au sujet d'un rapport qu'elle a cosigné qui souligne les efforts d'Anthropic - concurrent d'OpenAI - dans l'évaluation et l'encadrement de leurs produits.»

Est-ce à dire que Sam Altman a les coudées franches? «Il est difficile de se prononcer, tant les événements récents peuvent être lus comme le symptôme d'un malaise profond, répond Florian Jaton. S'il s'agit d'une victoire pour Sam Altman et sa stratégie offensive, c'est semble-t-il une victoire à la Pyrrhus, tant les questions de sécurité et de fiabilité ont été mises sur le devant de la scène. OpenAI se devra sans doute d'intégrer cette variable à son agenda.»

■ Comment évoluera le monde de l'IA?

Les voix qui demandent de créer une IA de manière plus sûre et responsable perdent-elles de l'importance dans la Silicon Valley? «Ces voix n'ont jamais compté dans la Silicon Valley!, s'exclame Sabine Süssstrunk. Ces entreprises veulent gagner de l'argent, et tous les moyens ou technologies qui leur permettent d'y parvenir sont utilisés. Nous avons cru pendant trop longtemps aux slogans du type «Don't be evil» des géants de la technologie. Seules la réaction du public et/ou une réglementation les obligeront à se comporter de manière responsable.»

Florian Jaton se veut plus optimiste: «Concernant OpenAI, les investissements ont clairement primé sur la morale. Mais cela ne veut pas nécessairement dire que les désirs d'encadrement et de responsabilité s'essouffent, car les outils dits «d'IA» irriguent de plus en plus la société et génèrent des controverses. Ces chercheurs, ingénieurs, financiers et directeurs ne peuvent ignorer leur responsabilité.»

■ Comment réagiront les concurrents d'OpenAI?

On a vu Anthropic, l'un des principaux rivaux d'OpenAI, créer une structure limitant de manière éthique ses activités. Mais, comme le rappelait mercredi Bloomberg, Anthropic a aussi signé des accords d'investissements de plusieurs milliards de dollars avec Amazon et Google pour accéder à leur puissance de calcul... «De nombreux **projets de recherche**, de **développement**, et de **lois** vont dans le sens d'une responsabilisation des outils d'IA, note Florian Jatton. La plupart des organisations actives dans ce domaine sont des entités commerciales... Et elles se doivent donc d'adapter leurs stratégies aux attentes d'un public de plus en plus sensible aux conséquences sociétales des produits liés à l'IA.»

Cet optimisme est partagé par Sabine Süssstrunk: «Il existe un marché pour les produits dits d'«IA responsable», car le public et les gouvernements y sont aujourd'hui très sensibles. Si ces produits rapportent de l'argent, les entreprises technologiques suivront. Elles seront obligées de suivre s'il y a une régulation... qui est donc nécessaire.»

Notre éditorial: **Intelligence artificielle: leurs décisions, c'est notre avenir**

La Suisse s'intéresse à une réglementation de l'IA

Mercredi, le Conseil fédéral a annoncé avoir chargé le DETEC d'élaborer un aperçu des approches réglementaires possibles sur l'IA, qui devra être disponible fin 2024. L'analyse se basera sur le droit suisse existant et montrera les approches réglementaires compatibles avec le règlement de l'UE sur l'intelligence artificielle et avec la convention du Conseil de l'Europe sur l'IA. Les deux réglementations, qui contiennent des règles horizontales contraignantes sur l'intelligence artificielle, sont pertinentes pour la Suisse, note le Conseil fédéral. (LT)

